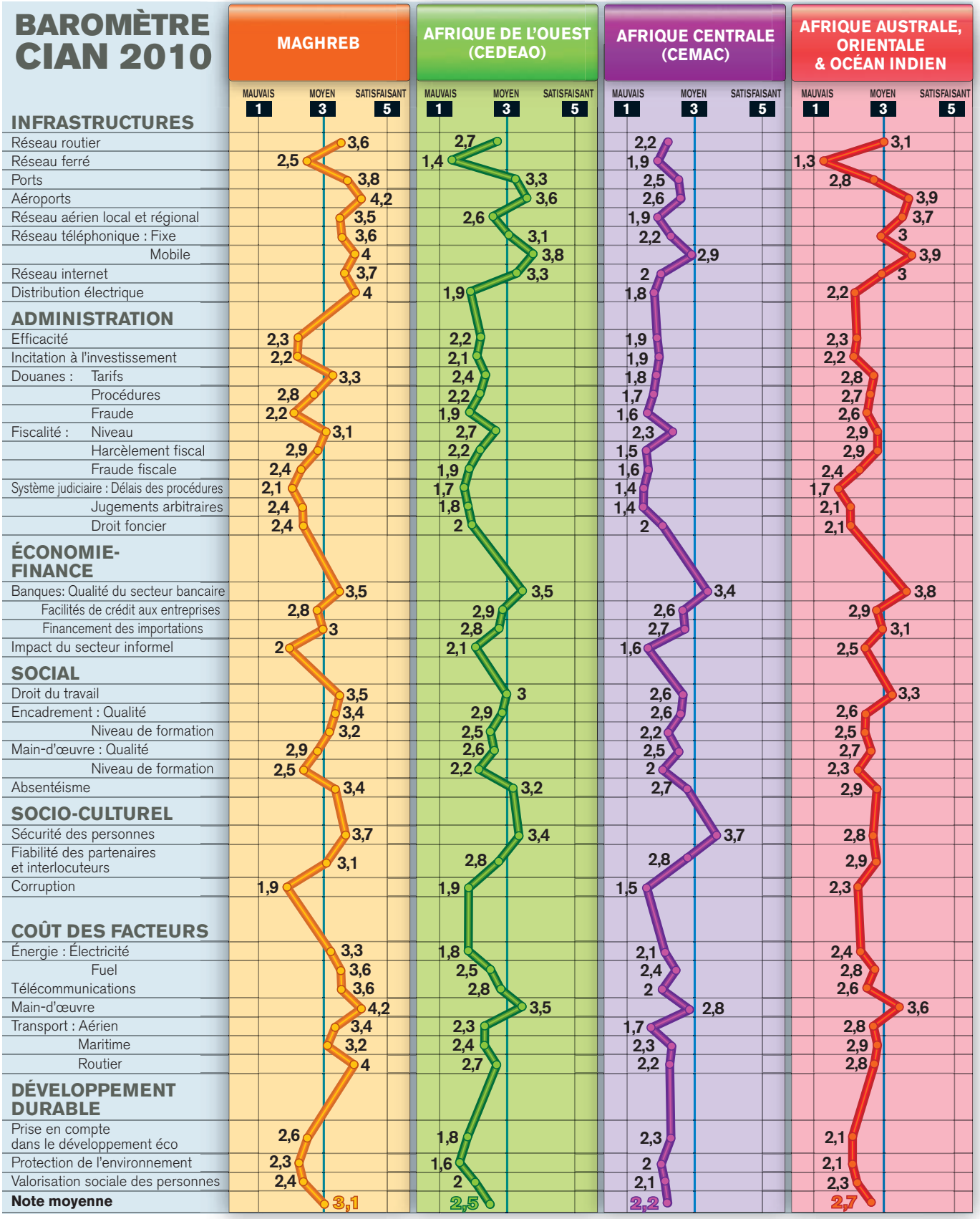
ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

BAROMÈTRE CIAN 2010



Les résultats 2010
de l'enquête Cian

Ce 22e Baromètre CIAN sur la conjoncture et l'environnement des affaires en Afrique porte sur la période 2010-2011 et couvre plus de trente pays. Il innove cette année en introduisant, notamment, une comparaison sur douze ans de l'évolution de son indice global, permettant ainsi de mettre en perspective les résultats de cette année.

Pour la 22e année consécutive, le CIAN a réalisé une enquête auprès des entreprises françaises investies en Afrique afin de recueillir leur appréciation dans deux domaines : leurs perspectives d'activités et l'environnement des affaires dans leur pays d'implantation (31 pays évalués cette année).

L'enquête se divise en deux parties :

- la première, conjoncturelle, porte sur les perspectives d'activités : chiffre d'affaires, investissements, résultats ;
- la seconde, plus structurelle, porte sur l'appréciation des diverses composantes de l'environnement des affaires : infrastructures, administration, économie-finance, social, socio-culturel, coûts des facteurs ou encore le développement durable.

Nous présentons ici l'analyse des tendances globales qui se dégagent des résultats de l'enquête. Les résultats détaillés pour chaque pays sont présentés dans les notes de conjoncture qui suivent. Soulignons qu'à la différence de beaucoup d'autres, l'enquête CIAN reflète l'opinion des opérateurs de terrain. Pour les autorités concernées, cette source est importante car elle détermine l'attitude d'investisseurs potentiels.

1. L'activité des entreprises 2009-2011

Méthodologie

L'enquête porte sur la tendance de quatre indicateurs sur les exercices 2009, 2010 et 2011 :

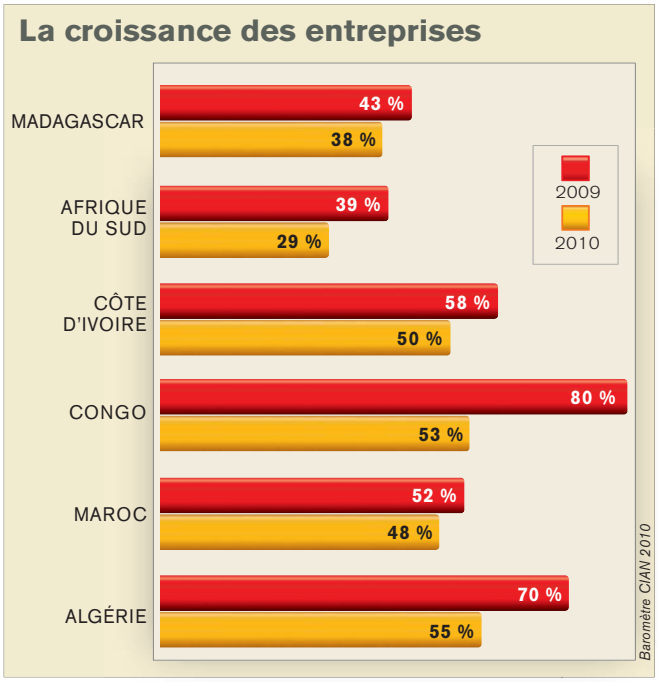
- *chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse*
- *investissements : croissance, stagnation, baisse*
- *résultats : nettement bénéficiaires, faiblement bénéficiaires, équilibrés, faiblement déficitaires, nettement déficitaires*
- niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible.

Chiffre d'affaires : une tendance positive

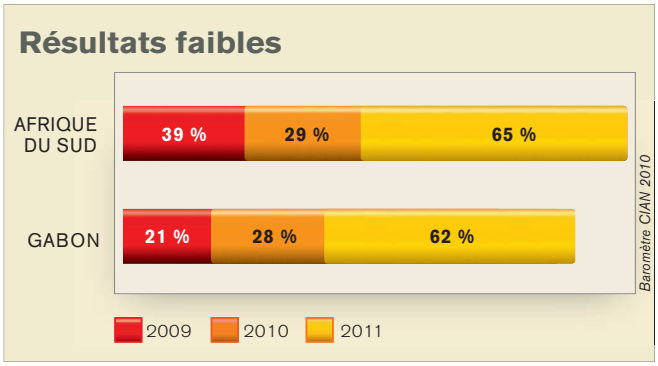
Globalement, la tendance est bonne puisqu'une majorité d'entreprises constate ou prévoie une croissance positive de leur chiffre d'affaires pour chacun des exercices sous revue avec des perspectives 2011 encore plus favorables : 52% en 2009, 57% en 2010, 61% en 2011. L'analyse par pays apporte toutefois quelques nuances, pour certains :

Le CIAN remercie l'ensemble des entreprises qui ont répondu à son enquête 2009-2011 ainsi que les divers intermédiaires – conseillers du commerce extérieur, chambres françaises de commerce locales, organismes patronaux, missions économiques – qui ont relayé cette enquête. La répartition des 493 réponses reçues reflète, à l'instant du sondage, l'attrait exercé par chaque grande région sur les entreprises : 144 pour le Maghreb, 159 pour l'Afrique de l'Ouest, 84 pour l'Afrique centrale, 106 pour l'Afrique australe, orientale et océan Indien.

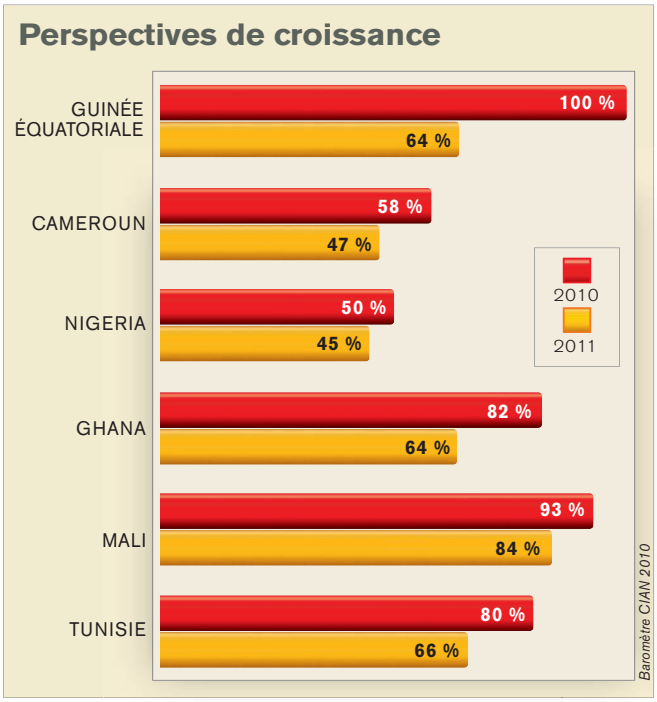
- l'activité 2010 a été moins bonne qu'en 2009, la proportion d'entreprises se déclarant en croissance diminuant :



- les résultats sont faibles à l'exception de l'année 2011 où une large majorité d'entreprises prévoie une hausse de leur activité :



- les entreprises sont moins nombreuses à afficher des perspectives de croissance pour 2011 comparé à l'année 2010 :

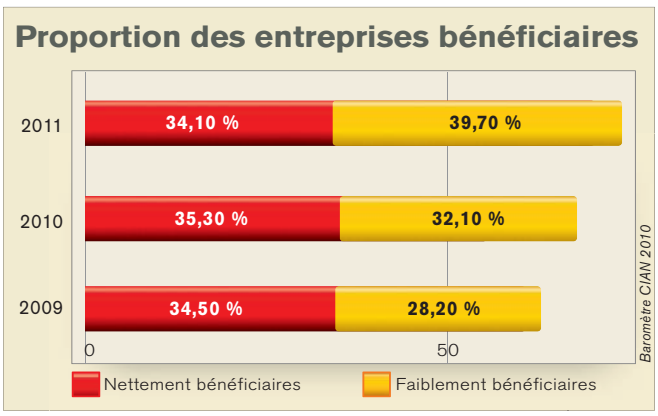


Investissements : une hausse très nette

Globalement, la tendance des investissements est positive puisque l'on constate une forte progression du nombre des entreprises ayant investi ou projetant d'investir lors des trois exercices sous revue : 37% en 2009, 51% en 2010 et 56% en 2011. Toutefois, si cette moyenne est encourageante, les écarts entre les résultats obtenus par pays sont importants, notamment en 2010 : le score est de 27% seulement en Afrique du Sud mais il atteint 92% au Mali !

Rentabilité : un très bon niveau

Les résultats de l'enquête sont très bons et ils s'améliorent à chaque exercice, **la proportion d'entreprises se déclarant bénéficiaires grimpant d'une moyenne de 62,7% en 2009 à une moyenne de 73,8% en 2011 :**



Les résultats par pays pour l'exercice 2010 sont assez homogènes. Si l'on prend l'échantillon des 18 pays ayant reçu le plus grand nombre de réponses, le Ghana est en tête avec 100% d'entreprises bénéficiaires. Six pays comptent 80% ou plus d'entreprises bénéficiaires, dix pays affichent 50 à 80% et deux pays ne comptent que 44% (la Guinée équatoriale et le Gabon). Au regard de ces résultats, il convient de saluer les efforts permanents de gestion auxquels se livrent les entreprises.

Créances sur l'État : une situation qui s'estompe

Globalement, ces créances ne semblent plus être une difficulté au vu des résultats de l'enquête. **La proportion moyenne des entreprises considérant leur niveau comme élevé tombent à 20%.** Mais il existe encore quelques pays difficiles. De 2010 à 2011, le pourcentage d'entreprises considérant ces créances élevées passerait de : 40 à 50% au Maroc, 30 à 50% en Tunisie, 18 à 44% au Nigeria ; stagnerait à 50% en Guinée équatoriale et diminuerait de 40 à 30% en Tanzanie. Remarquons, pour ces pays, la concomitance d'un niveau élevé de leurs dettes vis-à-vis des entreprises avec un état de corruption fort.

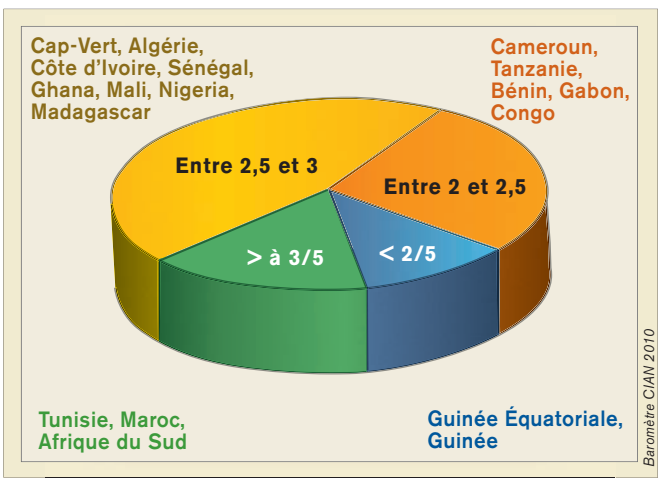
2. L'environnement des affaires

Méthodologie

Le chef d'entreprise est invité à porter un jugement sur l'environnement des affaires du pays dans lequel opère son entreprise, en qualifiant 43 postes répartis en grandes catégories de mauvais (1), moyen (3) ou satisfaisant (5) : 9 postes pour les infrastructures ; 11 postes pour l'administration ; 4 postes pour l'économie-finance ; 6 postes pour le social ; 4 postes pour le socio-culturel ; 7 postes pour le coût des facteurs et 3 postes pour le développement durable. Le graphique général du Baromètre CIAN présente les résultats par grandes zones géographiques.

Tendance générale : un environnement qui demeure difficile

La tendance 2010 diffère peu de celle de 2009 et l'on ne relève qu'une faible amélioration de l'environnement des affaires. Sur les 18 pays ayant reçu le plus grand nombre de réponses de la part des entreprises, la répartition des notes est comme suit :



Infrastructures : des progrès insuffisants

Le réseau routier n'apparaît correct qu'au Maroc, Tunisie, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud.
Le réseau ferré ne satisfait personne.
Le réseau portuaire a encore des progrès à faire, exception faite de la Côte d'Ivoire.
Les aéroports ont une meilleure appréciation.
Les réseaux téléphoniques (fixe et mobile) sont satisfaisants sauf en Guinée, Gabon, Congo.
Le réseau Internet progresse partout, mais l'Afrique du Sud et le Gabon restent en retard.
Le réseau électrique est fortement critiqué, sauf au Maroc.

Administration : d'importants dysfonctionnements

L'efficacité de l'administration reste médiocre, sauf en Tunisie et au Cap-Vert où elle est jugée « moyenne » (note supérieure à 3).
Dans le domaine douanier, le Maghreb (spécialement le Maroc et la Tunisie) est en tête, suivi de l'Afrique australe.
En matière fiscale, l'Afrique australe conteste la première place au Maghreb, grâce à une appréciation meilleure pour les postes de la fraude et du harcèlement.
Le système judiciaire est toujours jugé sévèrement, la note moyenne étant de 1,93 pour le poste Jugements arbitraires (allant de 1,1 au Cameroun et au Congo à 3,3 en Tunisie).

Économie-finance : des systèmes bancaires bien perçus

Le système bancaire est généralement bien perçu de 4,5 au Maroc, à 2,5 en Algérie et 2,3 en Guinée équatoriale. En revanche, les facilités de crédit aux entreprises et le financement des importations sont jugés insuffisants.
Quant au secteur informel, partout il continue d'impacter lourdement l'économie et surtout en Afrique centrale.

Social : des niveaux d'encadrement et de formation hétérogènes

Le droit du travail est en général jugé favorablement, sauf en Afrique centrale.
La qualité et le niveau de formation de l'encadrement sont considérés comme satisfaisants au Maghreb (note supérieure à 3). En revanche, des progrès sont à réaliser sur le reste du continent tant au niveau de l'encadrement que de la main-d'œuvre. C'est une des raisons du lancement par le CIAN d'une étude lourde sur les outils de formation en Afrique.

Socio-culturel : amélioration de l'environnement sécuritaire

La sécurité des personnes s'améliore d'année en année. L'appréciation est large : de 4,6 en Guinée équatoriale, 4,3 en Tunisie à 1,6 en Afrique du Sud.
Le niveau de corruption, lui, reste élevé avec une moyenne générale de 1,91 et une appréciation allant de 1 au Nigeria à 2,8 en Afrique du Sud et 3,9 au Cap-Vert.

Coût des facteurs : une situation dans l'ensemble satisfaisante

Si l'on prend l'indice moyen du poste Coût des facteurs, le Maghreb affiche la situation la plus favorable, suivi par l'Afrique australe. Ainsi, l'Algérie est notée 4,13, le Maroc et l'Afrique du Sud 3,43, et la Tunisie 3,35. Notons cependant que des coûts de facteurs attractifs ne suffisent pas à évaluer la force d'une économie.

Développement durable : stabilité d'un score très moyen

Les résultats sont très moyens et ne montrent pas de progression sensible d'une année sur l'autre.

3. L'évolution du Baromètre CIAN sur 12 ans

La comparaison des résultats du Baromètre CIAN sur l'environnement des affaires entre 1999-2000 et 2010-2011, soit douze ans, montre une progression de l'indice global, ce qui est encourageant pour les entreprises. Quinze pays ont été évalués sans interruption sur cette période et peuvent donc faire l'objet d'une comparaison.
Toutefois, la progression est parfois de faible ampleur. Rien de surprenant : il ne faut pas s'attendre, en effet, à des bouleversements. L'amélioration de l'environnement des affaires est un lourd chantier et les résultats quantifiables sur le long terme : délai de construction des infrastructures, d'instauration d'un État de droit et surtout d'évolution des comportements.
De fait, la progression moyenne ces douze dernières années de l'indice global en Afrique n'est que de 1 à 2%, grâce notamment à une forte avancée au Maghreb (plus de 5%) et un peu plus faible en Afrique australe (environ 2%).

Analyse par pays

L'analyse par pays donne des résultats plus diversifiés :

Dix pays progressent :

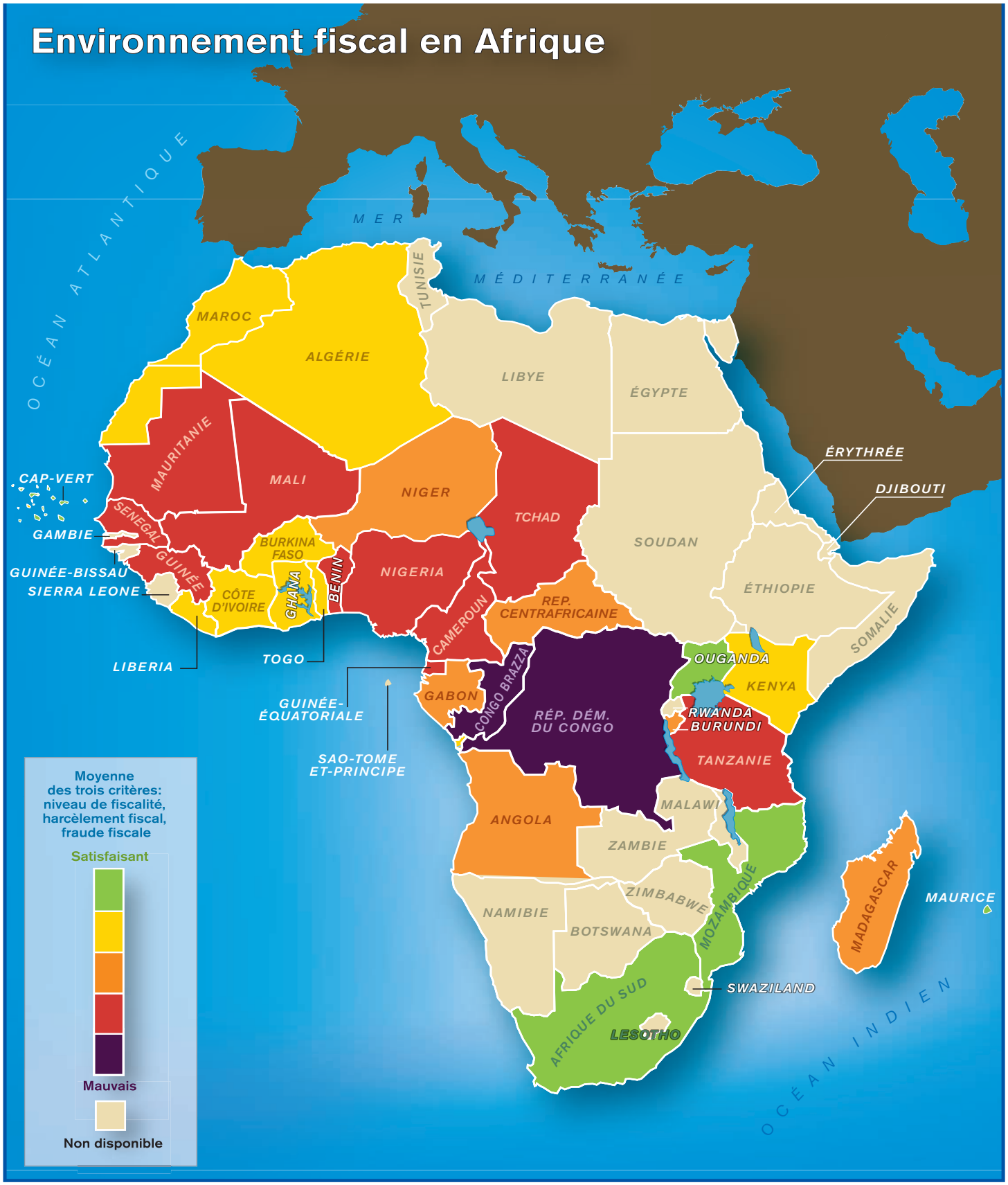
Congo	+ 37%
Maroc, Mali, Nigeria	+ 20%
Cameroun	+ 14%
Algérie, Tunisie	+ 6%
Côte d'Ivoire, Sénégal, Afrique du Sud, Madagascar	+ 2 à 3%

Deux pays stagnent : le Gabon et le Bénin.
Trois pays régressent : le Togo, la Guinée et le Ghana.

Analyse par poste

Les principales variations sont :
- amélioration : + 8% pour la sécurité, +3% pour la qualité du système bancaire ;
- détérioration : -12% pour le système juridique malgré l'Ohada, -72% pour le poids du secteur informel et -4% pour l'état de corruption ;
- stabilisation de l'environnement fiscal et du coût des facteurs.

Baromètre CIAN : Enquête et analyse des résultats réalisées par le CIAN.


Environnement fiscal en Afrique
OCÉAN ATLANTIQUE
MER
MÉDITERRANÉE
TUNISIE
MAROC
ALGÉRIE
LIBYE
ÉGYPTE
MAURITANIE
MALI
NIGER
TCHAD
ÉRYTHRÉE
DJIBOUTI
CAP-VERT
SENEGAL
GAMBIE
GUINÉE-BISSAU
GUINÉE
SIERRA LEONE
BURKINA FASO
NIGERIA
SOUDAN
ÉTHIOPIE
CÔTE D'IVOIRE
GHANA
BENIN
REP. CENTRAFRICAINE
CAMEROUN
SOMALIE
LIBERIA
TOGO
OUGANDA
KENYA
GABON
CONGO BRAZZA
RÉP. DÉM. DU CONGO
RWANDA
BURUNDI
GUINÉE-ÉQUATORIALE
SAO-TOME ET-PRINCIPE
TANZANIE
MALAWI
ANGOLA
ZAMBIE
ZIMBABWE
MOZAMBIQUE
NAMIBIE
BOTSWANA
MADAGASCAR
MAURICE
SWAZILAND
AFRIQUE DU SUD
LESOTHO
OCÉAN INDIEN
Moyenne des trois critères: niveau de fiscalité, harcèlement fiscal, fraude fiscale
Satisfaisant
Mauvais
Non disponible